

CONSIDÉRÉ COMME UN PROBLÈME DE SANTÉ PUBLIQUE

Le glaucome touche 4,5% de la population

Le glaucome évolue de manière sournoise et fait des ravages au sein de la population, avertissent les membres de la Société algérienne du glaucome. Pour les spécialistes, il est urgent que les autorités sanitaires notamment considèrent cette pathologie comme une maladie chronique. La population est aussi appelée à effectuer un dépistage dès 40 ans.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) -Réunis jeudi dernier dans le cadre d'un séminaire, les membres de la Société algérienne du glaucome attirent encore une fois l'attention sur la menace de cette pathologie considérée comme étant la deuxième cause de cécité aussi bien dans le monde qu'en Algérie où elle est classée en deuxième position après la cataracte.

Lors de son interven-

tion, le docteur Tiar Malika, présidente de l'association SAG, qui a vu le jour en 2008, mettra l'accent sur le fait que 4 à 5 % de la population algérienne est atteinte de cette pathologie.

Pour la spécialiste, il est donc urgent d'inscrire cette maladie sur la liste des pathologies chroniques, à l'instar du diabète ou de l'hypertension artérielle. Ce souci est dicté, selon le docteur Tiar, notamment

par les coûts importants de la prise en charge que doivent dépenser les malades.

Les spécialistes souhaitent aussi que les sujets, dès 40 ans, se fassent examiner par un ophtalmologiste.

Ce dépistage permettra aux personnes atteintes de pouvoir bénéficier de soins à temps et d'éviter la cécité complète. Ceci sachant qu'une personne qui a perdu la vue nécessite des coûts importants pour sa prise en charge en plus des difficultés personnelles aussi bien physiques que psychiques. Les membres de la SAG interpellent ainsi le ministère de la Santé et celui du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale pour une réelle prise en charge du glaucome à travers notamment le dépistage précoce. Ainsi, selon une enquête initiée par le ministère de la Santé en 2008 sur une population de 20 280 personnes de plus de 40 ans, les régions du sud du pays enregistrent le plus grand nombre de cas de glaucomes.

Par ailleurs, 450 000 glaucomes ont été dépistés sur le territoire national. Le Sud-Est est le plus touché



Le glaucome, deuxième cause de cécité.

Photo : DR

avec 12, 7 % de cas et 5,2 glaucomes dépistés pour 2,5 existants.

Dans le cas de l'existence du diabète, la prévalence du glaucome est de 6,1 % et 7,1 % pour les sujets hypertendus. Actuellement 66,8 millions de personnes dans le monde sont

atteintes de glaucome et sur les 37 millions de cas de cécité, 6,7 millions sont dus au glaucome.

Par ailleurs, le diabète et l'hypertension artérielle, en plus de l'âge du malade, sont des facteurs favorisants. Les mariages consanguins et l'hérédité

sont aussi des causes potentielles.

En somme, dira le docteur Tiar, il s'agit d'aller vers le malade avant que le nerf optique ne soit totalement détruit. Pour cela, un fond d'œil est nécessaire pour le diagnostic.

F.-Z. B.

PÉNURIE DE CERTAINS MÉDICAMENTS

Le SNAPO persiste et signe

Le Syndicat national algérien des pharmaciens d'officine (SNAPO) affirme, dans un communiqué, que des perturbations ont été observées sur le marché du médicament et que des insuffisances ont été constatées, y compris en matière de disponibilité.

«Depuis quelques mois, il y a des ruptures de stocks de certains médicaments de manière récurrente», précise-t-on. Alors que le ministère de tutelle a déclaré que ces mêmes produits étaient disponibles au niveau de certains opéra-

teurs des produits pharmaceutiques.

«Si ces produits sont disponibles, pourquoi ne sont-ils pas livrés aux répartiteurs ? Et pourquoi ne les retrouve-t-on pas dans les pharmacies ?» s'interroge le Snapo.

Certains spécialistes du secteur, ajoute la même source, prévoient que «50 % des produits vont être touchés à partir de la mi-octobre».

Le Snapo estime que la loi de finances complémentaire 2009 est à l'origine de cette pénurie. «Même la production nationale ne sera pas épargnée», ajoute-t-on.

Les mêmes spécialistes signalent que l'augmenta-

tion régulière des prix du médicament depuis maintenant deux ans a contribué à la hausse de la facture d'importation.

Le syndicat juge, par ailleurs, qu'il y a nécessité de révision du tarif de référence pour éviter que les assurés ne soient pénalisés par le paiement de différences importantes par rapport au prix de remboursement.

Rym Nasri

TIZI-OUZOU

Le Syndicat algérien des paramédicaux se plaint d'entraves

La relation de travail entre les établissements publics de santé et le partenaire social, représentant la corporation des paramédicaux, le S.A.P (Syndicat algérien des paramédicaux), ne semble pas être au beau fixe.

C'est ce qu'a déclaré le secrétaire général de ce syndicat présent à Tizi-Ouzou dans le cadre de sa tournée nationale d'installation des différents conseils de wilaya de cette organisation en prévision de la tenue prochaine de son congrès national.

A en croire ce respon-

sable syndical, le S.AP fait face à une véritable stratégie de déstabilisation orchestrée à son encontre par les gestionnaires de nombreuses structures publiques de santé où il est implanté.

Des entraves à son activité syndicale qui se traduisent, indique ce syndicalis-

te, par des pressions administratives ou judiciaires ciblant des représentants des travailleurs au niveau de plusieurs régions du pays comme Jijel, Tlemcen, Skikda, Mila et Tizi-Ouzou; Dans cette dernière wilaya, l'on cite le cas d'un paramédical et néanmoins représentant des travailleurs qui fait l'objet «d'une suspension arbitraire de son travail.

Une sanction administrative non conforme à la réglementation en vigueur

aggravée par une citation à comparaître devant la justice», se plaignent les syndicalistes du SAP qui dénoncent la marginalisation de la corporation paramédicale, s'inquiétant, au passage, du retard pris par la promulgation «du statut particulier digne et répondant aux aspirations de la corporation paramédicale et du secteur utilisateur» tel qu'arrêté par le partenaire social et la tutelle ministérielle.

S. A. M.

SIDI BEL-ABBÈS

Grave accusation contre l'hôpital de psychiatrie

L'hôpital de psychiatrie de Sidi-Bel-Abbès est actuellement confronté à une accusation gravissime que dément catégoriquement la direction qui se dit sereine, ajoutant que l'instruction en cours fera toute la lumière sur cette affaire.

En effet, dans le courant du mois de juin dernier, une plainte émanant de la mère d'une malade mentale, âgée de 23 ans, habitant à Maghnia, a été déposée au niveau des services de police contre l'hôpital parce que cette dernière qui avait séjourné pendant 5 mois au niveau de cet hôpital (février à juin), ne serait plus vierge à sa sortie.

Le responsable de l'hôpital a été entendu en juin dernier. Après quelques mois de silence, l'affaire a refait surface et fait actuellement l'objet d'une instruction par le tribunal de Sidi-Bel-Abbès.

18 personnes parmi le personnel ont été entendues dans les journées du mardi et mercredi derniers par le juge d'instruction.

Contacté par nos soins au sujet de cette affaire, le premier responsable de l'hôpital rejette l'accusation, déclarant que jamais pareil fait n'a été signalé dans le service.

De plus, ajoute-t-il, l'état de déficience est de 100 %, elle est très dépendante avec une débilité profonde, des troubles psychotiques graves et d'autres troubles du comportement. «Nous n'exigeons pas de certificat de virginité lorsque nous procédons à l'admission d'une jeune fille malade au niveau de notre service. Nous ne pouvons toucher à l'intimité des familles, notre mission est celle de traiter les malades, maintenant que cette virginité supposée avoir été perdue dans notre service, il y a des services judiciaires en charge de l'affaire qui travaillent en collaboration avec des médecins assermentés et eux seuls peuvent se prononcer sur cette accusation, car la malade, vu son état, n'est pas en mesure d'aider l'instruction».

En étudiant les résultats de l'instruction la direction se dit confiante.

A. M.

AVIS DE DÉCÈS

Les familles Oulmane et Djeha, parents et alliés ont la douleur de faire part du décès de Mme Oulmane Zohra (née Djeha), épouse de Oulmane Ahcène, survenue le 1^{er} octobre 2009.

La levée du corps s'est faite au : HLM Groupe 5 place du 1^{er} -Mai - Alger. L'enterrement a eu lieu hier au cimetière de Garidi (Kouba).

Que Dieu Tout-Puissant accorde à la défunte Sa Sainte Miséricorde et l'accueille en Son Vaste Paradis.